

Casser l'euro pour sauver l'Europe ? Pourquoi la monnaie unique n'est qu'un faux accélérateur de croissance



Après cinq ans d'une crise sans précédent, le constat d'échec est flagrant : l'euro n'est parvenu ni à endiguer les crises financières, ni à protéger des grands vents de la mondialisation, encore moins à provoquer une unification sociale et politique du Vieux Continent. Plongée dans la déflation par la généralisation des politiques d'austérité, l'Europe semble aujourd'hui perdue. Face à ce paysage désolé, les auteurs osent affirmer : oui, il faut sortir de l'euro pour sauver l'Europe. Extrait de "Casser l'euro pour sauver l'Europe", aux éditions "Les liens qui libèrent" (1/2).

Avec

Avant même la naissance de la monnaie unique, le doute n'est déjà plus permis. "Un cercle vertueux va se mettre en place", clament ses thuriféraires : la convergence et l'intégration poussée des pays qui se lancent dans l'aventure vont forcément conduire à davantage de croissance. En sens inverse, la croissance forte va servir de catalyseur à l'intégration. CQFD.

Les entreprises trop à l'étroit dans leurs frontières historiques vont en plus bénéficier à plein d'un seul et même grand marché de 300 millions d'habitants. Et les coûts de transaction liés au passage d'une monnaie à l'autre vont enfin disparaître. L'euro sera l'EPO des économies européennes fatiguées. L'interview qu'Yves-Thibault de Silguy, infatigable VRP de l'euro, accorde à Paris Match en mars 1998 illustre à merveille cette foi intangible dans la monnaie unique comme accélérateur d'activité : "Le passage à l'euro va favoriser la croissance. On évalue son impact positif sur l'économie entre 0,5 et 1 % par an 2."

Des promesses également martelées avec constance par Romano Prodi durant les cinq années de son mandat à la tête de la Commission européenne, entre 1999 et 2004. Au moment même où la bulle Internet éclate, en décembre 2001, Jacques Delors ne cesse de répéter que "l'optimum de la croissance de la zone euro se situe aux alentours de 3,5 % l'an". Une décennie plus tard, ce fameux optimum, que les économistes nomment la croissance potentielle, est évalué à 1 % à peine... Il suffit de comparer les performances sur longue période des pays qui ont adopté l'euro avec celles des pays membres de l'Union européenne qui ne sont pas montés dans le train de la monnaie unique – le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède. De 1992 à 1998, la croissance annuelle moyenne de la zone euro atteint 1,8 %, contre près de 2,7 % dans les pays européens non membres. La fixation des parités à partir de 1999 n'y change rien.

En moyenne, entre 1999 et 2008, l'Euroland croît chaque année de 1,9 %, contre 2,5 % pour le bloc non-euro. Partie des États-Unis, la grande crise de 2008 frappe plus durement les pays de la zone euro, comme pour illustrer la fragilité de cet ovni monétaire. De 2009 à 2013, l'Euroland dans son ensemble affiche une baisse de sa richesse nationale de 0,4 % par an contre une progression de 0,2 % dans les pays européens non membres.

La réalité statistique est cruelle. Surtout quand il s'agit de décompter les millions de chômeurs. En matière d'emploi aussi, les espérances ont été déçues. En moyenne, le taux de chômage dans la zone euro approche les 8,5 % sur la période 1999-2008 ; il culmine aujourd'hui à près de 12,5 % de la population active, un niveau record. Comparativement, dans les pays européens qui ont conservé leur souveraineté monétaire et surtout la possibilité d'utiliser la monnaie comme une arme anticrise, la hausse du chômage a été moins vive. En moyenne, le taux de chômage du bloc Royaume-Uni- Danemark-Suède est passé de près de 5 % avant la crise à 7,5 % seulement aujourd'hui... Triste constat.

Extrait de "[Casser l'euro pour sauver l'Europe](#)", aux éditions [Les liens qui libèrent](#), de Béatrice Mathieu, Laura Raim, Benjamin Masse-Stamberger et Franck Dedieu. Pour acheter ce livre, [cliquez ici](#).

